

Raymond Hudon et Christian Poirier

# La politique, jeux et enjeux

**ACTION EN SOCIÉTÉ, ACTION PUBLIQUE,  
ET PRATIQUES DÉMOCRATIQUES**





**COLLECTION**  
**SOCIOLOGIE**  
CONTEMPORAINE

COLLECTION FONDÉE ET DIRIGÉE PAR DANIEL MERCURE

La collection Sociologie contemporaine rassemble des ouvrages de nature empirique ou théorique destinés à approfondir nos connaissances des sociétés humaines et à faire avancer la discipline de la sociologie. Ouverte aux diverses perspectives d'analyse, « Sociologie contemporaine » s'intéresse plus particulièrement à l'étude des faits de société émergents.

*Une liste des titres parus dans la collection est disponible à la fin du volume.*

# **La politique, jeux et enjeux**

Action en société, action publique,  
et pratiques démocratiques



# La politique, jeux et enjeux

ACTION EN SOCIÉTÉ, ACTION PUBLIQUE,  
ET PRATIQUES DÉMOCRATIQUES

Raymond Hudon  
Christian Poirier



Presses de  
l'Université Laval

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et de la Société d'aide au développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise de son Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.

Illustration de la couverture : Claude Dumont, *Aurores Boréales*, 1998  
Galerie-atelier  
16, rue du Parc, Trois-Pistoles (Québec) G0L4K)  
Tél. 418-851-2733  
Photo: Lyne Desmarais

Mise en pages : Danielle Motard

Maquette de couverture : Danielle Motard

© Les Presses de l'Université Laval 2011

Tous droits réservés. Imprimé au Canada

Dépôt légal 3<sup>e</sup> trimestre 2011

ISBN 978-2-7637-9632-1

ISBN-PDF 9782763796338

ISBN-ePUB 9782763796345

Les Presses de l'Université Laval

[www.pulaval.com](http://www.pulaval.com)

*Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.*

# Table des matières

Remerciements	XI
Introduction	1
Un objet, un regard interprétatif	3
Crise de la politique ?	6
Reconfiguration du domaine politique, des acteurs et des pratiques	13
Références bibliographiques	18
<b>PARTIE I</b>	
<b>LA POLITIQUE ET L'ACTION POLITIQUE</b>	
Références bibliographiques	26
Chapitre 1	
<b>La politique et les dynamiques politiques</b>	27
Désintérêt pour la politique et dépolitisation de la société ?	28
Le champ politique et la « nécessité » du politique	34
Quelques propositions	43
Un essai de définition	53
Références bibliographiques	59
Chapitre 2	
<b>Pouvoir, organisation et institutionnalisation</b>	65
Dominations, résistances et idéologies	66
Le pouvoir, notion polysémique	72
Organisation, pouvoir et reconnaissance	80
Institutionnalisation et constitutionnalisation	86
Références bibliographiques	96

## PARTIE II

### FORCES POLITIQUES ET STRUCTURATION DE L'ACTION POLITIQUE

Chapitre 3	
<b>Les mouvements sociaux</b>	107
Une entreprise collective de contestation	112
Nouveaux mouvements sociaux et conditions contemporaines	119
Structures de mobilisations, d'opportunités et de cadrages	126
Mouvement social et anarchisme, même combat?	134
Références bibliographiques	138
Chapitre 4	
<b>Les classes sociales</b>	149
Sociétés sans classes?	150
Les classes sociales, acteurs réels	157
Conceptions des classes sociales	159
Historicité et diversité des enjeux	166
Références bibliographiques	172
Chapitre 5	
<b>Les groupes d'intérêt</b>	177
Intérêts et groupes	178
Définir les groupes d'intérêt	188
Les groupes et les autres forces politiques	192
Pression et lobbying	199
Groupes et démocratie	206
Références bibliographiques	212
Chapitre 6	
<b>Les élites</b>	221
Les élites: réalités et apparences	222
Visions de la société et fondements de la légitimité	225
L'idéal démocratique	228
La tentation populiste	241
Références bibliographiques	247



Chapitre 7	
<b>Les partis politiques</b>	253
Déclin des partis?	253
Représentation et direction	263
Partis, systèmes de partis et systèmes électoraux	266
Rationalité et compétence des électeurs	269
Partis, organisations et gouvernement	277
Références bibliographiques	279

Chapitre 8	
<b>L'État et les forces politiques</b>	285
«Permanence» de l'État	285
Société, gouvernement et État	291
Une dynamique réciproque de structuration	295
Transformations de l'État: gouvernement et gouvernance	298
Références bibliographiques	303

### PARTIE III

#### RENOUVELLEMENT DU CHAMP ET DES PRATIQUES POLITIQUES

Chapitre 9	
<b>La technocratisation des politiques</b>	311
La technocratie	312
Le pouvoir de l'expert	315
Une (re)politisation de l'administration	322
Retombées politiques et démocratiques	324
Des relations renouvelées entre connaissance, expertise et démocratie	330
Références bibliographiques	335

Chapitre 10	
<b>La médiatisation de la politique et l'information</b>	343
L'influence des médias	343
La politique en spectacle	352
Internet: une avancée démocratique?	357
Médias, institutions et démocratie	368
Références bibliographiques	374

Chapitre 11	
<b>La mondialisation du système</b>	383
Des frontières en voie de disparition ?	384
Une nationalisation... de la mondialisation	405
Perspectives d'avenir	413
Références bibliographiques	419
Chapitre 12	
<b>La judiciarisation de la gouverne</b>	427
Juridisation de la société	428
Droits et égalité	434
Un gouvernement des juges ?	438
Une démocratie de curatelle ?	451
Références bibliographiques	458
Conclusion	463
Références bibliographiques	467

# Remerciements

La coutume des remerciements n'est pas que rituelle. Les nôtres sont d'abord adressés aux membres de nos familles pour leur indéfectible soutien au cours des longues années de préparation dont cet ouvrage constitue l'aboutissement.

Nous ne saurions passer sous silence l'apport inestimable de nombreux étudiants qui, par leur intérêt et leurs interrogations, nous ont poussés à toujours plus de clarté et de cohérence.

Finalement, nous avons tiré grand profit des commentaires et encouragements de collègues qui ont permis de continuer à croire à la légitimité de notre projet.

Raymond Hudon

Christian Poirier

Québec, le 15 juillet 2011



# Introduction

**P**rétendre ajouter à la liste déjà importante d'ouvrages traitant de sociologie politique paraît une entreprise aussi audacieuse que risquée. Si la complexité est inhérente aux rapports humains et sociaux, la réflexion sociopolitique en constitue une excellente illustration. Nous estimons qu'une nouvelle tentative de penser le sens et la portée de la politique n'est pas absolument superflue au moment où cette dimension de l'activité humaine semble au plus mal et en cette époque où le cynisme fait figure de contribution au débat démocratique ou de sagesse politique (Goldfarb, 1991 : 2). S'il faut déplorer cette situation, il ne serait pas plus sage de tenter de présenter un portrait tout idyllique. Ainsi, l'arrivée de Barack Obama à l'avant-scène de la politique a fait jaillir un sentiment d'« espoir » bien au-delà des frontières des États-Unis. Même en citant le premier intéressé qui, le soir même de son élection, lançait à ses partisans un appel au réalisme, on risquait de passer pour éteignoir si on soulignait de possibles déceptions. Le romantisme politique passe toutefois assez mal l'épreuve du pouvoir.

L'objectif de cet ouvrage serait vraiment atteint s'il poussait à un questionnement entourant les prénotions ou idées couramment entretenues au sujet de la politique. Nous espérons à tout le moins aider au développement de capacités aussi bien analytiques que critiques. Nous ne nous adressons donc pas vraiment aux lecteurs souhaitant être (ré)confortés dans leurs conceptions ancrées de la politique ; nous avons impérativement besoin de réfléchir à la réalité politique, mais celle-ci ne correspond que bien rarement à ce que l'on en pense ou à ce que l'on souhaite. La révision des façons d'appréhender les phénomènes politiques n'est jamais achevée. Nous proposons ici une mise en contact avec des propositions et des auteurs qui peuvent aider à stimuler la réflexion et la discussion sur la fonction politique, essentielle à toute société.

Une interrogation de fond inspire nos développements : quelles sont les forces qui, à la base, animent les sociétés et comment s'articulent-elles aux réalités politiques ? Ainsi, notre regard se porte tout d'abord sur ce qui se passe au sein d'une société, et sur la traduction institutionnelle des processus repérés. Néanmoins, précisons d'emblée que la relation n'est pas univoque, elle ne va pas exclusivement de la société vers le gouvernement et l'État ; les interactions entre la société et les institutions politiques partent aussi de ces dernières. Tant les institutions que les politiques publiques ne sont pas simplement une résultante de l'action en société ; celle-ci est également conditionnée par l'action gouvernementale et l'encadrement étatique. Telle est l'orientation qui, à la base, structure notre démarche : une double dynamique, une dialectique entre l'instituant et l'institué. En d'autres termes, les acteurs sociaux participent à la définition des structures et décisions politiques, et ces dernières encadrent et influencent leurs actions.

Notre objet premier se constitue des forces qui agissent en société et qui, en interaction, forgent le cadre de l'agir-ensemble et définissent les conditions du vivre-ensemble. Par l'examen de leurs interventions et de la configuration de leurs interactions, nous visons à en dessiner la nature. Pour y arriver, il nous faut sans doute avoir une conception assez claire de la politique. Ainsi, nous posons d'entrée que les acteurs politiques n'agissent pas de manière indépendante : leurs réalisations sont toujours rattachées à des contextes, et ce, en relation avec d'autres agents et institutions. Dans cette optique, nous portons une attention particulière aux rapports de force qui se tissent au sein de la structure sociale. D'ailleurs, les sociétés qui ne connaissent pas de tensions ne sont généralement pas les plus vivantes... Les expériences totalitaires enregistrées historiquement avaient justement pour ambition l'éradication des conflits au moyen d'une homogénéisation radicale de la société et de ses acteurs. De plus, nous tenons compte de dimensions sociopolitiques de plus grande ampleur qui signalent qu'une société n'est pas un ensemble figé, mais est bien plutôt animée par des mouvements aussi divers que changeants. L'unanimité est un rêve qui se révèle finalement dangereux...

Trois aspects structurent notre démarche : la politique, les acteurs et les conditions de l'action. Certaines étapes préliminaires doivent cependant être franchies. En effet, nous voulons d'abord établir les bases épistémologiques sur lesquelles s'appuie notre propos ainsi que tracer les lignes directrices de nos orientations. Nous sommes pleinement

conscients que notre réflexion ne survient pas dans un contexte favorable ; il est alors d'autant plus opportun d'aborder succinctement un certain nombre de débats touchant le statut aujourd'hui reconnu à la politique. Ainsi, nous présentons d'abord très sommairement les thèses et hypothèses qui fondent essentiellement notre proposition interprétative concernant les conditions actuelles d'exercice de la politique et le renouvellement des pratiques politiques dans le cadre des démocraties contemporaines.

## UN OBJET, UN REGARD INTERPRÉTATIF

Les interrogations déjà soulevées concernant le statut et la place du politique ne sont pas données. L'herméneutique et l'épistémologie ont bien montré que, dans le domaine scientifique et, à fortiori, dans le champ des sciences humaines et sociales, la description et l'analyse d'un objet d'étude sont inséparables du regard posé sur l'objet en question. Si les sciences « pures » comportent indéniablement leur part d'interprétation et de subjectivité, les sciences humaines se situent d'emblée sur un territoire épistémologique complexe.

Ainsi dégagés du tenace présupposé ontologique de l'objectivité et de la neutralité, nous pouvons suivre Hans-Georg Gadamer (1996 : 329) qui invite à ne pas concevoir l'interprétation comme un acte qui s'ajoute à posteriori à la compréhension : « comprendre, c'est toujours interpréter ; en conséquence, l'interprétation est la forme explicite de la compréhension ». Dans le même ordre d'idées, Jean-Claude Passeron (1991) soutient que les sciences sociohistoriques n'appartiennent pas au domaine nomologique qui formule ses connaissances sous la forme de lois universelles falsifiables, mais sont plutôt soumises à des règles déictiques dont la principale caractéristique est de construire en partie l'objet à comprendre. Sans rejeter complètement la prétention à l'atteinte d'objectivité, qui constitue un moteur de la recherche, nous situons les sciences sociales au sein d'un registre épistémologique hybride.

En somme, nous ne voulons pas dissimuler nos préférences, non pour nous y soumettre, mais pour délimiter notre « possibilité objective de visibilité » et déclarer « notre autonomie relative » sans nous réclamer « d'une indépendance totale (comme le prétend le positivisme) ». (Löwy, 1985 : 223) En cela, nous croyons respecter la nature des sciences sociales qui, peut-être davantage que pour les sciences voulues « exactes », nous oblige à admettre que « les visions sociales du monde et des valeurs

(qui en sont partie) interviennent aussi dans l'analyse empirique de la causalité, dans la détermination scientifique des faits et de leurs connexions, ainsi que dans la dernière étape de la recherche : l'interprétation générale et la construction des théories ». (Löwy, 1985 : 209) En bref, nous nommons le belvédère à partir duquel nous dépeignons le paysage politique contemporain pour en dessiner le sens profond et la nature.

On l'aura compris, notre démarche ne vise pas à simplement ajouter un autre titre aux manuels existants. Les livres d'introduction à la sociologie politique (et plus largement à la science politique), de Julien Freund (1965) à Bernard Denni et Patrick Lecomte (1999) en passant par Raymond Boudon (1979), Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier (1980), Jacques Lagroye (2002), Philippe Braud (2002), André J. Bélanger et Vincent Lemieux (1996), Nicolas Tenzer (1991) et de nombreux autres, proposent déjà des synthèses particulièrement éclairantes<sup>1</sup>. Notre entreprise se veut différente et se singularise par deux dimensions centrales. Le premier aspect implique une mise à jour de notre compréhension des dynamiques sociopolitiques. Les forces politiques à l'œuvre dans nos sociétés ont connu des transformations et des évolutions dont l'analyse doit tenir compte. Faut-il en déduire, comme n'hésitent pas à le faire Bernard Denni et Patrick Lecomte (1999 : 5), citant Alexis de Tocqueville, qu'« [i]l faut une science politique nouvelle à un monde tout nouveau » ? Gardons-nous, bien entendu, d'exagérer les effets de nouveauté qui risquent de sous-estimer la perpétuation d'acteurs et de dynamiques s'exprimant sur le long terme. Nous considérons toutefois nécessaire d'actualiser l'analyse sociopolitique au regard des dynamiques et des évolutions des dernières décennies.

Deuxièmement, notre propos repose nécessairement sur une recension commentée des principales approches théoriques et conceptuelles, des débats importants ainsi que des auteurs marquants qui ont animé le champ de la sociologie politique. Nous avons tenté de couvrir l'univers bibliographique le plus large possible, mais une sélection fut nécessaire, opération qui va elle-même provoquer des débats, en fonction des attentes et des intérêts de chacun. Nous assumons pleinement. Ceci

---

1. Plusieurs ouvrages, dictionnaires ou lexiques parus plus récemment proposent également d'excellentes synthèses : Badie, Inoguchi, Berg-Schlosser et Morlino (2010) ; Calise et Lowi (2010) ; Cohen, Lacroix et Riutort (2009) ; Goodin (2009) ; Hermet, Badie, Birnbaum et Braud (2010) ; Nay (2008) ; Sadoun et Donegani (2008). Voir aussi la contribution d'Yves Schemel (2010), qui va nettement au-delà de la synthèse.



étant dit, les différents auteurs abordés peuvent être judicieusement rattachés aux deux principaux registres d'intelligibilité du social développés depuis les « pères fondateurs ». Ces traditions, qui rejoignent les précisions déjà apportées concernant la description et la compréhension, sont l'approche marxo-durkheimienne (Durkheim, 2001 ; Marx, 1983, 1986) et l'approche wébérienne (Weber, 1959, 1985, 1995).

S'inscrivant dans la filiation positiviste comtienne, dont la physique mécanique est le modèle heuristique, la première approche entend traiter des faits sociaux comme des choses susceptibles d'être l'objet d'une description objective. Le fonctionnalisme et le structuralisme en furent des prolongements particulièrement féconds. La seconde, propre de la sociologie compréhensive allemande, entend dissocier les « sciences de l'esprit » des « sciences de la nature » en proposant une imbrication étroite entre les faits sociaux et le sens que les acteurs en contexte, ainsi que l'observateur, leur donnent. De la sorte, elle

[...] accorde une position centrale à l'action dotée de sens, réhabilite l'intentionnalité et les justifications des acteurs dans une détermination réciproque du faire et du dire. Le social n'est plus alors conçu comme une chose, il n'est plus l'objet de réification car l'acteur et le savant sont pris tous deux dans une relation d'interprétation qui implique l'intersubjectivité. (Dosse, 1995: 12)

Ces deux grandes traditions traversent l'ensemble des questions soulevées par l'analyse des phénomènes sociopolitiques. Ce positionnement interprétatif nous éloigne assez sensiblement de la forme habituelle des autres ouvrages assimilés au genre du manuel. Ainsi allons-nous au-delà de l'analyse de certaines forces politiques et des dynamiques qui les animent. Dans cet esprit, notre exercice est conçu à la fois comme un manuel traitant de phénomènes sociopolitiques et comme un essai suggérant certaines pistes interprétatives concernant leur évolution. C'est, croyons-nous, ce qui distingue le mieux notre proposition : au-delà du travail de synthèse, nous exposons une thèse. Celle-ci pourrait se résumer ainsi. Des forces politiques traditionnellement moins instituées (mouvements sociaux, groupes d'intérêt, etc.) ont acquis une importance et une légitimité certaines dans l'horizon politique contemporain. Par ailleurs, se concentrer exclusivement sur la « crise » vécue par les partis politiques ou les institutions représentatives peut faire oublier que la politique se joue aussi – positivement – ailleurs. Qui plus est, des conditions particulièrement structurantes (médiatisation, mondialisation, etc.) sont devenues saillantes et doivent être

prises en compte. Plus globalement, nous proposons une révision des façons de concevoir la politique pour souligner son importance en tant qu'activité sociale permettant l'expression des intérêts, la négociation, le compromis et la gestion des désaccords.

## CRISE DE LA POLITIQUE ?

Notre intervention s'inscrit dans un contexte particulier. Loin de rallier tous les individus et les jugements, la politique se voit particulièrement discréditée ; elle est objet d'attaques à partir d'horizons aussi variés qu'opposés. Elle pose problème et il est important d'examiner certaines dimensions de ce questionnement. Les propos suivants de Michel Rocard établissent utilement les termes du débat : « Nos rois avaient leurs bouffons. Mais le bouffon du roi n'entrait pas dans la cathédrale. Aujourd'hui, les bouffons occupent la cathédrale et les hommes politiques doivent leur demander pardon. Ce qui fait que ne viendront à la politique que les ratés de leur profession<sup>2</sup>. » Le jugement de Rocard est évidemment à relativiser, mais il impose de s'interroger sur la crise du politique et sa nature. Existe-t-elle réellement ? Ne comporte-t-elle pas une part de fabrication ? Les images associées à la politique sont très souvent négatives, et la population a rarement en très haute estime la politique et les personnes qui la font. Faut-il rappeler qu'aux élections fédérales canadiennes de 2008, le taux de participation de l'ensemble de la population se situait à 58,8 %, comparativement à 75,3 % 20 ans plus tôt<sup>3</sup> ? Il faut malgré tout faire preuve de prudence : les généralisations abusives risquent de se révéler erronées. Ainsi, Michael P. McDonald (2008), qui signale le taux de 61,6 % enregistré à l'élection présidentielle américaine de 2008, souligne aussi qu'il s'agit de la troisième hausse consécutive, dans pareilles circonstances, depuis le taux plancher de 51,7 % atteint en 1996.

Au Canada, le taux de confiance envers les chefs politiques est passé de 59,7 % en 1978 à 33 % en 2005, avec des niveaux aussi bas que 19 %

---

2. Cité dans Antoine Robitaille, « Québec cru, Québec "vrai" ? », *Le Devoir*, 9 janvier 2005.

3. Données disponibles à l'adresse Web suivante (Élections Canada) : <http://www.elections.ca/content.aspx?section=ele&dir=turn&document=index&lang=f> (consultée le 27 avril 2011).

en 1992<sup>4</sup>. Le baromètre des professions situait en 2007 les politiciens à l'avant-dernier rang : 15 % des Canadiens leur font confiance, soit légèrement au-dessus des vendeurs d'automobiles usagées (12 %) <sup>5</sup>. Sur la base de ce taux, les politiciens se situent très loin des pompiers (97 %), des infirmières/infirmiers (94 %) ou des fermiers/fermières (92 %). La comparaison avec le taux de confiance envers les chefs d'entreprise est également révélatrice : ce taux se maintient toujours, entre 1983 et 2004, entre 60 % et 70 %. Aux États-Unis, l'indice de confiance face aux membres du Congrès est passé de 42 % en 1973 à 22 % en 2005<sup>6</sup>.

Ceci étant dit, nous parlons d'une crise fortement médiatisée, chaque jour donnant l'impression d'apporter son lot de scandales ou de pseudo-scandales. On semble même prendre plaisir à relever tout ce qui ne va pas en politique, entretenant ainsi un cynisme exacerbé, tant sur le mode de l'information que sur celui de la fiction. De plus, cette crise est scénarisée, sous le couvert de séries télévisées (*Si la tendance se maintient*<sup>7</sup>, *Bunker*, *le cirque*<sup>8</sup>, notamment) qui présentent les politiciens comme des « crapules » sans intelligence et sans morale. Certains indicateurs ne mentent pas. Il y a accentuation de l'abstention électorale, disions-nous. Certes ! Cependant, ces premières observations ne disent pas tout. Les groupes d'intérêt se portent mieux que jamais. À se concentrer sur la réhabilitation des partis politiques et du système électoral, on soustrait à l'analyse des transformations particulièrement révélatrices. La politique est une réalité changeante, et cela oblige à tenir compte des évolutions en cours. Il y a reconfiguration, restructuration, déplacement, mais non disparition du politique.

Il est par ailleurs utile de rappeler que cette crise est ancienne : « Il y a bien longtemps déjà, Démosthène se plaignait du manque de conscience civique des citoyens et Périclès déplorait qu'il y eut des "indifférents" qui ne se mêlaient pas de politique et qui méritaient ainsi de passer pour des citoyens "inutiles". » (Revault d'Allonnes, 1999 : 7-8)

- 
4. Données disponibles à l'adresse Web suivante (Centre de recherche et d'information sur le Canada) : [http://www.cric.ca/pwp/portraits//portraits\\_2004/fr\\_media\\_2004.ppt](http://www.cric.ca/pwp/portraits//portraits_2004/fr_media_2004.ppt) (consultée le 14 décembre 2006).
  5. Données disponibles à l'adresse Web suivante (Léger Marketing) : <http://www.legermarketing.com/documents/SPCLM/070522FR.pdf> (consultée le 1<sup>er</sup> août 2008).
  6. Données disponibles à l'adresse Web suivante (Gallup) : <http://www.gallup.com/> (consultée le 14 décembre 2006).
  7. Téléserie diffusée sur les ondes de TVA en 2001.
  8. Téléserie diffusée sur les ondes de la Société Radio-Canada en 2002.

Dès 1899 (xii), Charles François formulait un diagnostic aux accents on ne peut plus contemporains :

La vie politique est semée de trop de désillusions et de calomnies. En peu d'années un homme s'y use ; et, si désintéressé qu'il soit, il regrette un jour l'abandon de ses propres affaires, parce qu'il a conscience du peu de résultats de ses efforts dans les affaires publiques. Il ne recueille même pas, en échange de ses sacrifices, quelque considération parmi ses concitoyens. La fonction de député est dépréciée au delà de toute justice.

Pour échapper à l'illusion d'une réinvention du monde, un peu de perspective n'a jamais nui... En fait, quelques titres parus durant les 50 dernières années, en sciences sociales et en science politique, font surgir le spectre d'une inévitable apocalypse. L'inspiration semble puiser à des sources toujours renouvelées : *The End of Ideology* (Bell, 1962) ; *The End of Liberalism* (Lowi, 1969) ; *La fin du politique* (Birnbaum, 1975) ; *La fin du social* (Baudrillard, 1982) ; *La fin de l'histoire* (Fukuyama, 1992) ; *Government's End* (Rauch, 1999) ; *The End of Politics* (Boggs, 2000) ; et même *La fin de l'homme* (Fukuyama, 2002) ! Un professeur émérite de science politique de la University of Illinois-Urbana suggère même qu'il serait peut-être temps d'abandonner la politique (Weissberg, 2004). Néanmoins, l'histoire continue... Et la solution ne se trouve pas dans l'élimination de la politique : « L'éclipse du politique est au cœur de la désorientation actuelle des démocraties. Elles ne s'en sortiront pas sans se délivrer de la chimère de son dépassement. Ce dont nous avons le plus besoin pour nous orienter au milieu de ce désarroi, c'est une intelligence renouvelée de notre condition politique. » (Gauchet, 2005 : quatrième de couverture)

La politique est pérenne mais dangereusement fragilisée. En tant qu'activité humaine distincte, son statut d'autonomie est fréquemment remis en question. Avec sa règle de la détermination en dernière instance de l'économique, l'analyse marxiste a longtemps contribué à une dévalorisation de l'activité politique<sup>9</sup>. Le discours d'une nouvelle gauche, aux accents souvent antiétatiques et antipolitiques, a poursuivi dans la foulée. En prônant l'abandon de l'action politique qui se trouve associée

9. Il faut par ailleurs rappeler que sur bien des aspects il y a eu radicalisation subséquente, par d'autres penseurs ou militants, de plusieurs thèses de Karl Marx.

à la compromission<sup>10</sup>, souvent au profit d'un narcissisme individuel, la contre-culture et le postmodernisme ont renforcé le malaise. Tous ces éléments fondent l'image d'un déclin. En contrepartie, Myriam Revault d'Allonnes (1999) rappelle pertinemment que la situation difficile de la politique ne tient pas tant à son dépérissement qu'à une survalorisation d'aspects concurrents, notamment l'économie, l'histoire, le sacré et la morale.

Tout d'abord, la colonisation par l'économique se traduit par l'imposition d'une analyse des phénomènes politiques selon les schèmes propres aux sciences économiques, tendance repérable dans divers courants idéologiques et pas seulement dans des formes associées au choix rationnel ou au *public choice*, par exemple. Qui plus est, notre époque est nettement marquée par une culture de consommation, mais jamais l'activité politique ne pourra être totalement assimilée à un marché au sein duquel évoluent de simples consommateurs. Cette colonisation est aussi alimentée en bonne partie par une référence abusive à la mondialisation, erronément réduite à sa dimension économique et improprement érigée en facteur déterminant de l'ensemble des autres phénomènes sociaux.

Ce premier élément conduit plus ou moins directement à un autre, encore plus fondamental, à savoir la survalorisation d'une rationalité, réduite aux notions d'efficacité et de rentabilité. Or, appliquer indistinctement ces critères à la politique équivaut à une condamnation sans appel... Exigeant du temps et comportant des coûts, la politique passe plutôt mal le test. Quoi que puisse en avoir dit un Jacques Attali (1972) lorsqu'il parle du monde « irrationnel » de la politique, celle-ci est une activité rationnelle... selon ses propres schèmes : réduire les conflits et produire des ententes comportent indubitablement une part de rationalité ! Si l'on conçoit celle-ci comme les raisons propres d'un acteur qui poursuit une fin et si l'on admet qu'elle n'est pas confinée à une seule expression<sup>11</sup>, il est loisible de poser la possibilité d'une

---

10. « L'ambiguïté des attitudes populaires à l'égard du compromis politique ne peut pas être comprise indépendamment de l'ambiguïté de la situation de l'homme politique. D'une part, les gens attendent des hommes politiques de réaliser des compromis parce qu'il est souvent dans leur intérêt de le faire. D'autre part, il est souvent dans l'intérêt de l'homme politique de faire davantage de compromis que les gens ne le souhaitent. » (Carens, 2011 : 34)

11. Des chercheurs de l'Institut de technologie de la Californie et de l'École polytechnique fédérale de Lausanne ont même mis en évidence que l'émotion était un élément constitutif de la rationalité, notamment dans le calcul des risques. Voir

rationalité proprement politique. Raymond Boudon (1979) rappelle bien que la raison n'est pas l'apanage d'un seul domaine. Elle est aussi politique, et elle ne renvoie jamais à un absolu. Concrètement, des choix individuels rationnels au sein d'un collectif ne donnent pas forcément des résultats rationnels; la rationalité collective ne résulte pas de l'addition de rationalités individuelles. Par exemple, en se dirigeant vers la sortie qui apparaît la plus sûre au moment d'un incendie dans un amphithéâtre, les individus pris isolément semblent adopter un comportement rationnel. Le résultat collectif peut cependant se révéler désastreux et irrationnel: tous les spectateurs adoptant la même stratégie, il en découle une confusion et, potentiellement, des décès dus non pas à l'incendie mais à la présence d'un nombre trop élevé d'individus autour de la même sortie. Finalement, un choix justifié dans le court terme peut conduire à des aberrations dans le long terme.

La dépréciation de la politique peut aussi découler d'un rapport particulier à la science historique. Traduites en fétichisme et déterminisme historicistes, les leçons de l'histoire et les conceptions linéaires du progrès vident littéralement la politique de son essence. On pourrait croire que notre époque est somme toute protégée contre cette dérive, du fait qu'elle serait plutôt marquée par des déficits de mémoire (Dumont, 1995). Le tableau demeurerait toutefois incomplet si on négligeait de faire également référence à des abus de mémoire (Todorov, 1995). En somme, le rapport au passé peut être source de problème pour la politique (Ricœur, 2000), tout comme l'absence relative de projets collectifs d'avenir. Il en résulte un « présentisme » (Nowotny, 1994) qui réduit trop souvent la politique à une simple gestion quotidienne de conflits ou aux impératifs du marché. Par ailleurs, et cela se conjugue aux effets tout justes repérés, notre rapport aux rythmes temporels a radicalement changé: tout va vite, tout presse... toujours davantage. Or, cela s'accorde mal avec la politique, qui exige temps et patience: elle ne pourrait s'ajuster aux rythmes demandés qu'en sacrifiant les échanges, les délibérations et les transactions caractéristiques des façons de faire politiques. La politique est en effet un domaine où il faut savoir prendre son temps... pour maîtriser les conflits. Une société ne se gouverne pas par décret, et les expériences révolutionnaires ont trop souvent donné

---

l'adresse Web suivante (Société Radio-Canada): <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Science-Sante/2008/03/13/002-Cerveau-deision.shtml?ref=rss> (consultée le 2 août 2008).

lieu à des répressions intolérables... pour imposer des bouleversements dont la nature radicale nécessitait du temps pour être réalisés.

La recherche du sacré, qui conduit souvent à l'absolu, menace également la politique. Seule une fausse assurance peut amener à croire que la politique s'en est nettement émancipée avec la séparation de l'Église et de l'État. D'ailleurs, il est donné à voir dans certains pays officiellement laïcs comme les États-Unis que cette dissociation n'est jamais complètement achevée ni définitivement acquise. La séparation entre religion et politique n'apparaît pas non plus extrêmement claire au vu du débat qui a perduré sur la place de l'enseignement religieux au sein de l'école québécoise. Dans le contexte contemporain, il est d'ailleurs possible de relever les nouveaux visages sous lesquels réapparaît cette quête d'absolu. Avec plusieurs autres, John R. Saul (1993) a ainsi dévoilé cette dimension cachée derrière le statut couramment reconnu à la raison. La quête d'absolu se manifeste encore sous diverses formes en prenant parfois des tonalités dogmatiques : la promotion de certaines causes dans le monde contemporain charrie bien souvent quelques relents inquisiteurs... Quoi qu'il en soit, malgré la mort prématurément déclarée des idéologies, la quête de certitudes par la voie politique est inévitablement source de déception. Plus fondamentalement, elle se révèle antithétique à la politique.

Le refuge dans la morale, notamment dans sa traduction contemporaine de la rectitude politique, est aussi en cause. En civilisant les rapports sociaux, la politique est essentiellement une activité morale mais elle ne peut cependant être soumise à des règles morales ou éthiques qui lui seraient étrangères (Crick, 2000 : 154-156). La fin n'autorise pas l'utilisation de tous les moyens et les résultats de l'activité politique incitent à juger autrement que dans la pure abstraction la moralité des conduites. En d'autres termes, la politique ne peut faire fi d'exigences morales et de règles éthiques, mais la morale et l'éthique ne sauraient, par elles-mêmes, tenir lieu de politique. Ainsi, en refusant le compromis et en privilégiant une vision unidimensionnelle des relations humaines, la rectitude politique mine la politique (Grant, 1997 : 1).

La légitimité et la pertinence des exigences démocratiques accrues que comportent les revendications d'intégrité et de transparence ne font pas de doute. Toutefois, érigées au rang de principes désincarnés et définies en fonction de critères parfois fort éloignés du domaine politique, ces revendications deviennent régulièrement sources de représentations négatives de la politique. En voulant bonifier la politique, on

contribue à la détruire ! Plus encore : les moyens utilisés pour l'améliorer se révèlent souvent inappropriés. Tout comme l'approche juridique n'est pas toujours la voie qui convient le mieux pour régler des problèmes politiques (Stark, 2000 : 17), l'esprit moral ne s'harmonise pas toujours très bien avec les exigences de l'activité politique. Pour le dire autrement, un problème moral appelle un jugement moral et un problème politique appelle une solution politique. Le résultat apparaît plutôt paradoxal : la politique replonge dans un cadre religieux... dont on voulait, historiquement, l'émanciper. Bruno Latour décrit bien le piège :

Aujourd'hui, on moralise au lieu de politiser les questions importantes qui se présentent à nous. Or le travail de représentation politique est bourré de compromis que la position morale, et en fait moraliste, interdit. On se retrouve donc devant le risque de perdre l'habitude de parler politique, mais aussi de perdre le sens commun que doit créer le caractère de la discussion politique<sup>12</sup>.

Enfin, certains autres éléments contribuent aux difficultés apparentes de la politique. En effet, les citoyens semblent nettement moins dépendants que jadis à l'égard du politique : l'avancée des libertés publiques et l'accroissement de l'autonomie par la scolarisation et l'information font en sorte que les individus n'ont plus nécessairement besoin, et même n'acceptent plus, de se faire imposer une manière de penser par les dirigeants politiques<sup>13</sup>. Du moins apparaît-il que la société civile tend de plus en plus à s'organiser sans les politiciens et en dehors de la sphère partisane traditionnelle.

Déjà se profilent nos intentions ainsi que les principales pistes interprétatives que nous aimerions explorer. Les phénomènes actuels ne sont pas totalement nouveaux et il importe dès lors d'en prendre la juste mesure. En fait, la déception qu'inspire la politique actuelle mène à un désaveu qui n'équivaut pas à un rejet sans appel. Osons dire encore plus : les citoyens attendent tellement de la politique qu'inévitablement, elle déçoit. Décriés, la politique et les politiciens ne cessent de faire l'objet de demandes répétées et pressantes de la part des citoyens. Quel paradoxe ! Dans de telles conditions, l'hypothèse d'une réorganisation

---

12. Cité dans Fabien Deglise, « L'entrevue – Sus à la morale ambiante », *Le Devoir*, 20 mai 2008.

13. Prenons tout de même soin de ne pas amplifier abusivement la portée traditionnelle de l'emprise des dirigeants politiques sur la société ainsi que l'« autonomie » des citoyens contemporains, qui ne sont pas immunisés contre le dirigisme idéologique.



des rapports politiques apparaît plus vraisemblable que celle d'un déclin irréversible.

Nous soutenons ici la thèse que la politique est mal comprise parce qu'elle a connu d'importants changements et que ses conditions d'exercice ont radicalement évolué. Dans *In Defence of Politics*, Bernard Crick (2000: 284) invite les politologues à mieux suivre leur objet. Consulterait-on longtemps le professionnel obstiné à définir le mal convenant à sa thérapie au lieu de chercher une thérapie seyant au mal à traiter? Confrontée au désarroi provoqué par la transformation des formes de la vie politique, la science politique se doit de mettre au jour et expliquer les nouveaux rapports entre la société civile et l'État, de même qu'entre les sphères privée et publique. Prendre la mesure des changements qui travaillent la politique et les nouvelles formes d'engagement politique, que ce soit à travers les mouvements sociaux, les groupes d'intérêt ou la société civile organisée, tout en considérant l'ampleur des bouleversements qui touchent des forces politiques plus traditionnelles tels que les partis politiques, voilà la tâche à laquelle nous proposons de nous attaquer.

## RECONFIGURATION DU DOMAINE POLITIQUE, DES ACTEURS ET DES PRATIQUES

Notre développement comprend trois parties principales. La première vise essentiellement à définir la politique en précisant ses fondements et en dessinant son domaine. Notre question centrale est en apparence bien simple: qu'est-ce que la politique? Ou encore, pour emprunter à Mark E. Warren (1999): qu'est-ce qui est politique? Saint Augustin confessait, à propos du temps, qu'il savait ce que c'était lorsqu'on ne lui posait pas la question, et qu'il ne le savait plus lorsqu'on l'interrogeait. De la même façon devons-nous admettre que nous rencontrons semblable difficulté quand vient le temps de dire ce qu'est la politique. Nous nous y essayons en deux temps. Dans un premier chapitre, une esquisse de réponse ne nous apparaît satisfaisante que traitée de pair avec une série de notions importantes: intérêts, conflit, négociation et compromis. Puis, dans un second chapitre, pour améliorer notre compréhension, sont appelés et examinés d'autres concepts particulièrement pertinents, notamment ceux renvoyant aux réalités du pouvoir, de l'organisation des intérêts ainsi qu'à la dynamique de

l'institutionnalisation qui, elle, éclaire le rapport établi entre les forces et le système politiques.

Sur ces bases, la deuxième partie nous plonge au cœur de l'action politique. L'objectif est alors de saisir les formes qu'emprunte celle-ci, incarnées dans le jeu des interventions et interactions des forces politiques. Dans les six chapitres qui constituent cette partie, sont successivement présentés des acteurs dont la nature et les formes progressent du plus « virtuel » au plus « concret » et se greffent aux changements qui accompagnent l'approfondissement de l'institutionnalisation jusqu'à sa réalisation la plus « achevée », l'État. Le parcours vers l'État, forme instituée de la politique, permet de croiser différentes forces politiques incarnées de manières diverses dans les mouvements sociaux, les classes sociales, les groupes d'intérêt et les partis politiques, tout en examinant le cas des élites.

L'actualité rappelle régulièrement la place importante occupée par les mouvements sociaux dans les sociétés démocratiques contemporaines. Ils ont en effet été nombreux, durant les dernières décennies, à émerger et à enrichir un répertoire d'actions dont le mouvement ouvrier et le mouvement féministe constituaient les archétypes : mouvement pour les droits civiques, mouvement écologiste, mouvement pacifiste, mouvement altermondialiste, mouvement étudiant, etc. Au-delà des clichés et lieux communs, il convient cependant de cerner les spécificités de cette forme d'activisme politique et d'en retracer les racines profondes pour comprendre l'effet de renouvellement ainsi produit sur les pratiques politiques. Plus profondément ancrés dans la logique de l'institutionnalisation, les groupes d'intérêt organisent, défendent et effectuent la promotion de différents types d'intérêts. Ils occupent une place croissante dans le champ des forces politiques et ils contribuent de façon radicale au renouvellement des pratiques politiques. Ils permettent un élargissement des conditions d'expression démocratique, même si leur présence et leurs interventions soulèvent des questionnements sur les conduites démocratiques et, plus largement, sur le système politique.

La place centrale de ces développements ne saurait cependant éclipser le rôle toujours important de forces politiques plus « traditionnelles ». La chute du mur de Berlin et l'érosion du bloc communiste ont consacré le discrédit sur les perspectives marxistes. Étroitement associées à ces courants théoriques, les analyses des réalités sociopolitiques en termes de classes sociales ont suivi ce mouvement de déclin. Nous

estimons néanmoins nécessaire d'affirmer la pertinence, aujourd'hui comme hier, de ce type d'analyses. Le triomphe apparent du modèle libéral d'organisation sociopolitique des sociétés et celui, capitaliste, du fonctionnement de l'économie ainsi que leur corollaire présumé, l'individualisme, tendent à faire oublier que la société correspond fondamentalement à une structure d'inégalités hiérarchisées consubstantielle aux classes. La crise financière et son prolongement dans une crise économique en 2008-2009 ont par contre mis en lumière l'extrême fragilité de ce triomphe qui réinscrit à l'ordre du jour non seulement la réalité des classes sociales mais également le rôle déterminant, parfois néfaste, de certaines élites. Ainsi, par contraste avec un contexte qui inciterait aussi à négliger le rôle et la place des élites, Pierre Bourdieu (1979) rappelait déjà fort pertinemment, il y a un certain temps, l'apport d'une analyse réactualisée de la présence des élites pour éclairer les dynamiques qui animent les sociétés contemporaines.

Si les réalités des classes sociales et des élites ont semblé relativement absentes du corpus des analyses récentes, les partis politiques apparaissent encore plus profondément affectés par le discrédit qui les frappe. Nous croyons néanmoins que l'analyse sociologique doit comprendre l'ensemble des acteurs qui jouent toujours des rôles clés. Prendre la mesure des transformations structurelles et culturelles qui touchent les partis ne signifie aucunement leur mise en marge dans nos intérêts analytiques. Notre traitement est pareillement inspiré touchant l'État, un autre acteur dont la légitimité a été mise à rude épreuve avec les courants promoteurs de « nouvelle gouvernance », de « privatisation », de « réingénierie » et de « partenariats public-privé ». En effet, nous nous inscrivons en faux contre les scénarios qui affirment un dépérissement irrémédiable de l'État ; jamais sans doute les institutions étatiques n'ont-elles été aussi présentes et sollicitées que durant la période récente. Ici plus qu'ailleurs, les apparences se révèlent trompeuses et ont obscurci des réalités dont seule l'analyse peut plus adéquatement rendre compte que la rhétorique. Une conceptualisation amendée du rôle de l'État s'imposait pour évaluer la nature des changements qui le travaillent, dès avant que le climat de crise (économique) ne ramène au premier plan quelques-uns de ses rôles que diverses idéologies avaient péremptoirement déclarés dépassés.

En prolongement de ces observations successives de la nature et des formes des acteurs qui constituent l'univers des forces politiques, la troisième et dernière partie de notre exposé est consacrée au

renouvellement des conditions proprement dites de l'action politique. En rapport avec les transformations qui touchent le contexte sociopolitique, nous identifions quatre tendances qui, au cours des 50 dernières années, ont graduellement marqué l'action politique et contraint à une révision plus ou moins poussée des pratiques qui s'y greffent, notamment à travers une redéfinition du rapport entre la société civile et l'État. Ces phénomènes sont la technocratisation des politiques, la médiatisation de la politique (et l'information), la mondialisation du système et la judiciarisation de la gouverne.

Dire que nous vivons dans une société au sein de laquelle la science et la technique ont acquis une dimension déterminante tient du lieu commun, couramment traduit par l'évocation d'une économie du savoir. Il se révèle peut-être plus exigeant de mesurer les effets de cette tendance sur la politique et les pratiques des acteurs. Notons pour l'instant qu'au-delà de sa stigmatisation sous la figure d'une technocratie d'État, l'expertise est devenue à la fois un enjeu que se disputent l'ensemble des acteurs politiques et une ressource orientant leurs registres d'action. L'importance acquise par la médiatisation des phénomènes politiques ne peut non plus être ignorée. L'image de la société de l'information pourrait, si on s'y limitait, masquer des effets marquants sur les conduites politiques. Se campant eux-mêmes dans le rôle d'intermédiaires entre le système politique et la société civile, les médias ne sont pas simplement des « relais » neutres entre les diverses forces politiques : ils participent pleinement à la construction du champ du dicible politique et au cadrage des diverses revendications qui s'y expriment et des politiques publiques qui y répondent.

Au vu de l'attention qu'y ont consacrée nombre d'observateurs, tant profanes que spécialistes, pourrait-on décemment, dans cette partie de notre présentation, faire l'impasse sur la mondialisation ? Écartant toute velléité de proposer un autre traité sur la question, notre ambition est d'évaluer le degré et la portée de l'impact de la mondialisation sur les forces politiques, notamment l'État. Notre propos se démarque toutefois des diagnostics un peu trop rapides et sommaires d'un déclin des États-nations... d'ailleurs infirmés par la résurgence d'interventions de nature protectionniste dans le sillon de la crise économique. L'État est effectivement « travaillé » et transformé par l'élargissement des contextes d'action, mais il tend plutôt à s'adapter stratégiquement aux changements survenant dans son environnement systémique. La judiciarisation participe également à cette redéfinition des paramètres contextuels

de déploiement des forces politiques. Le recours aux tribunaux, ou la menace de tels recours, occupe une place croissante dans les répertoires d'action politique au sein des sociétés occidentales. Devenue enjeu dans les discussions relatives à la bonne gouvernance des sociétés, l'étendue du rôle des cours de justice contribue indiscutablement à une transformation des jeux politiques contemporains.

D'aucuns pourraient trouver arbitraire le choix de ces thèmes. D'autres tendances, telles la pression à un fractionnement des unités nationales en régions ainsi que la légitimité accrue des actions publiques locales et municipales, participent visiblement à la remise en question du cadre étatique national et auraient pu justifier un traitement particulier. Certains jugeront que d'autres dynamiques sont inexplicablement oubliées. Signalons néanmoins que plusieurs d'entre elles pourront se retracer au cœur des développements proposés. Nous demeurons quand même bien conscients que notre projet n'épuise pas toute l'étendue et la complexité des enjeux sociopolitiques.

\* \* \*

Dans le cadre de notre conclusion, nous mettons en relief la toile de fond de l'ensemble de nos développements destinés à faire saisir les reconfigurations et transformations qui marquent depuis quelque temps le jeu des forces politiques dans nos sociétés. Dans ces conditions, nous estimons impératif de susciter une réflexion sur les conceptions et les réalités actuelles de la démocratie.

Pour éviter toute méprise, insistons pour dire notre préjugé favorable à l'égard de l'activité politique, spécialement dans sa poursuite de l'idéal démocratique. La démocratie se comprend comme un régime qui non seulement reconnaît la légitimité d'exprimer ses revendications et doléances mais qui comporte des exigences pour les représentants que les citoyens ont le pouvoir de juger et sanctionner. Il faudrait déplorer que les déceptions et frustrations, même justifiées, conduisent à un désintérêt à l'égard de l'action politique dans son ensemble. Produite collectivement, la politique est l'affaire de tous...

### Références bibliographiques

- Attali, Jacques. 1972. *Analyse économique de la vie politique*, Paris, Presses universitaires de France.
- Badie, Bertrand, Takashi Inoguchi, Dirk Berg-Schlosser et Leonardo Morlino (dir.). 2010. *IPSA Encyclopedia of Political Science*, London, Sage Publications.
- Baudrillard, Jean. 1982. *À l'ombre des majorités silencieuses ou La fin du social*, Paris, Denoël/Gonthier, Bibliothèque Médiations.
- Bélanger, André J. et Vincent Lemieux. 1996. *Introduction à l'analyse politique*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, Coll. Politique et économie.
- Bell, Daniel. 1962. *The End of Ideology. On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*, New York/London, Free Press/Collier Macmillan.
- Birnbaum, Pierre. 1975. *La fin du politique*, Paris, Éditions du Seuil, Coll. Sociologie politique.
- Boggs, Carl. 2000. *The End of Politics. Corporate Power and the Decline of the Public Sphere*, New York, The Guilford Press, Critical Perspectives Series.
- Boudon, Raymond. 1979. *La logique du social. Introduction à l'analyse sociologique*, Paris, Hachette, Coll. Pluriel.
- Bourdieu, Pierre. 1979. *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, Coll. Sens commun.
- Braud, Philippe. 2002. *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, Coll. Manuel.
- Calise, Mauro et Theodore J. Lowi. 2010. *Hyperpolitics. An Interactive Dictionary of Political Science Concepts*, Chicago (IL), The University of Chicago Press. Disponible à l'adresse Web suivante (hyperpolitics) : [www.hyperpolitics.net](http://www.hyperpolitics.net) (consultée le 27 avril 2011).
- Carens, Joseph H. 2011. «Le compromis en politique», dans Mohamed Nachi (dir.), *Actualité du compromis. La construction politique de la différence*, Paris, Armand Colin, Coll. Recherches, p. 16-36.
- Cohen, Antonin, Bernard Lacroix et Philippe Riutort (dir.). 2009. *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, Coll. Grands Repères Manuels.
- Cot, Jean-Pierre et Jean-Pierre Mounier. 1980. *Pour une sociologie politique*, 2 tomes, Paris, Éditions du Seuil.
- Crick, Bernard. 2000 (1962). *In Defence of Politics*, New York, Continuum.

- Denni, Bernard et Patrick Lecomte. 1999. *Sociologie du politique*, 2 tomes, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, Coll. Le Politique en plus.
- Dosse, François. 1995. *L'empire du sens. L'humanisation des sciences humaines*, Paris, Éditions La Découverte/Poche, Coll. Sciences humaines et sociales.
- Dumont, Fernand. 1995. *L'avenir de la mémoire*, Québec, Nuit blanche éditeur/CEFAN, Coll. Conférences publiques de la CEFAN.
- Durkheim, Émile. 2001 (1894). *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Flammarion, Coll. Champs.
- François, Charles. 1899. *La représentation des intérêts dans les corps élus*, Paris, Librairie Arthur Rousseau.
- Freund, Julien. 1965. *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris, Éditions Sirey/Éditions du Seuil, Coll. Points-Politique.
- Fukuyama, Francis. 1992. *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion.
- Fukuyama, Francis. 2002. *La fin de l'homme. Les conséquences de la révolution biotechnique*, Paris, La Table ronde, Coll. Contretemps.
- Gadamer, Hans-Georg. 1996 (1960). *Vérité et méthode. Les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Éditions du Seuil, Coll. L'ordre philosophique.
- Gauchet, Marcel. 2005. *La condition politique*, Paris, Gallimard, Coll. Tel.
- Goldfarb, Jeffrey C. 1991. *The Cynical Society. The Culture of Politics and the Politics of Culture in American Life*, Chicago (IL), The University of Chicago Press.
- Goodin, Robert (dir.). 2009. *The Oxford Handbook of Political Science*, Oxford, Oxford University Press.
- Grant, Ruth W. 1997. *Hypocrisy and Integrity. Machiavelli, Rousseau, and the Ethics of Politics*, Chicago (IL), The University of Chicago Press.
- Hermet, Guy, Bertrand Badie, Pierre Birnbaum et Philippe Braud. 2010. *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin.
- Lagroye, Jacques. 2002. *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po/Dalloz, Coll. Amphi.
- Lowi, Theodore J. 1969. *The End of Liberalism. Ideology, Policy, and the Crisis of Public Authority*, New York, Norton.

- Löwy, Michael. 1985. *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris, Éditions Anthropos.
- Marx, Karl. 1983 (1867/1885/1894). *Le capital. Critique de l'économie politique*, Paris, Messidor/Éditions sociales. Ouvrage également disponible à l'adresse Web suivante (Université du Québec à Chicoutimi) : [http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx\\_karl/capital/capital\\_livre\\_1/capital\\_livre\\_1\\_1/capital\\_livre\\_1\\_1.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/capital/capital_livre_1/capital_livre_1_1/capital_livre_1_1.html) (consultée le 27 avril 2011).
- Marx, Karl et Friedrich Engels. 1986 (1848). *Manifeste du parti communiste*, Paris, Messidor/Éditions sociales, Coll. Essentiel.
- McDonald, Michael P. 2008. « The Return of the Voter. Voter Turnout in the 2008 Presidential Election », *The Forum*, 6, 4, art. 4.
- Nay, Olivier (dir.). 2008. *Lexique de science politique. Vie et institutions politiques*, Paris, Dalloz.
- Nowotny, Helga. 1994. *Time. The Modern and Postmodern Experience*, Cambridge, Polity Press.
- Passeron, Jean-Claude. 1991. *Le raisonnement sociologique. L'espace non pop-périen du raisonnement naturel*, Paris, Nathan.
- Rauch, Jonathan. 1999. *Government's End. Why Washington Stopped Working*, New York, Public Affairs.
- Revault d'Allonnes, Myriam. 1999. *Le dépérissement de la politique. Généalogie d'un lieu commun*, Paris, Aubier, Coll. Alto.
- Ricœur, Paul. 2000. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil, Coll. L'ordre philosophique.
- Sadoun, Marc et Jean-Marie Donegani. 2008. *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris, Gallimard, Coll. Folio.
- Saul, John R. 1993. *Les bâtards de Voltaire. La dictature de la raison en Occident*, Paris, Éditions Payot & Rivages, Coll. Essais Payot.
- Schemeil, Yves. 2010. *Introduction à la science politique. Objets, méthodes, résultats*, Paris, Presses de Sciences Po/Dalloz, Coll. Amphi.
- Stark, Andrew. 2000. *Conflict of Interest in American Public Life*, Cambridge (MA), Harvard University Press.
- Tenzer, Nicolas. 1991. *La politique*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. Que sais-je ?
- Todorov, Tzvetan. 1995. *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa.
- Warren, Mark E. 1999. « What is Political? », *Journal of Theoretical Politics*, 11, 2, p. 207-231.



- Weber, Max. 1959 (1919). *Le savant et le politique*, Paris, Plon, Coll. Recherches en sciences humaines.
- Weber, Max. 1985 (1904-1905). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, Coll. Agora.
- Weber, Max. 1995 (1921). *Économie et société*. 1. *Les catégories de la sociologie* et 2. *L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*, Paris, Plon/Pocket, Coll. Agora.
- Weissberg, Robert. 2004. «Abandoning Politics», *Society*, 41, 4, p. 37-41.



## **PARTIE I**

### LA POLITIQUE ET L'ACTION POLITIQUE



À peu près tout le monde a sa petite idée sur ce qu'est la politique. Mais de quoi parle-t-on au juste ? Opération délicate mais combien nécessaire au regard des nombreuses conceptions et images couramment véhiculées ; tâche complexe de surcroît, tant l'activité épistémologique de classification et de définition du réel ne va pas de soi. Définir, c'est concevoir et donc abstraire, discriminer, déformer, voire réduire... tout en évitant le piège du réductionnisme (Oléron, 1964). Partielle et limitée sous l'angle de la description, une définition vaut par l'étendue de son application et la possibilité qu'elle offre de comprendre un phénomène sous ses formes multiples. Par exemple, comment définir une table afin d'être compris aussi bien au Québec qu'en France ou au Japon ? La seule définition qui semble procurer un caractère de communicabilité universelle ou générale au concept « table » est, en simplifiant et en ramenant à leur essence les définitions fournies par les dictionnaires : une surface plane surélevée. L'ajout de toute autre caractéristique (pattes, hauteur, étendue de la surface, matériau, couleur, fonction, etc.) sert à désigner une ou des tables particulières dont l'interlocuteur peut, hors contexte, se faire une idée plus ou moins confuse.

Définir correspond ainsi à une opération d'abstraction dans le sens littéral du terme, c'est-à-dire l'action de s'abstraire de ce que l'on connaît. En ce sens, la définition que nous proposons de la politique transcende les observations premières des phénomènes qui la constituent et vise une application à une pluralité de contextes. Par ailleurs, la définition n'est jamais totalement déconnectée de la description, du fait même qu'elle constitue un préalable à l'interprétation et à l'argumentation :

Définir, c'est poser une relation d'équation ou d'équivalence en vue de donner un sens à un concept. C'est le plus souvent un préambule à l'argumentation puisque l'on cherche, en définissant un concept,

à s'entendre avec son auditoire sur des bases communes en vue de mieux le convaincre. (Robrieux, 2000 : 143)

En somme, dans les deux chapitres qui suivent, nous proposons une opération d'abstraction qui établit une distance par rapport aux faits concrets que l'observation courante permet d'appréhender tout en offrant la possibilité de leur découvrir un sens. Notre objectif est de nous doter d'outils permettant de nous dégager des interprétations de premier degré. L'examen des diverses forces politiques qui animent les sociétés démocratiques contemporaines ainsi que des transformations contextuelles qui les concernent doit effectivement prendre appui et se déployer à partir d'une définition que l'on pourrait qualifier d'« élargie » de la politique.

Cette opération cruciale est divisée en deux étapes. Nous proposons d'abord une conception générale de la politique, qui apparaît à la fois comme un cadre permettant l'action des forces politiques et un travail visant la gestion méthodique des conflits émanant des relations entre les acteurs. Dans un deuxième temps, nous précisons la dynamique de ce travail comprenant des relations de pouvoir, un impératif d'organisation, des processus d'institutionnalisation et un encadrement des forces par la production de normes et de règles de conduite.

Cette partie vise à faire prendre conscience de l'importance de la politique, des multiples dimensions qui l'animent et des principales variables qui entrent en jeu et qui influencent l'action des forces politiques ainsi que la nature des pratiques politiques.

### **Références bibliographiques**

- Oléron, Pierre. 1964. *Les activités intellectuelles*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. Le psychologue.
- Robrieux, Jean-Jacques. 2000. *Rhétorique et argumentation*, Paris, Nathan.

## La politique et les dynamiques politiques

Les sondages révèlent à profusion des perceptions et jugements peu flatteurs à l'égard de la politique et de ses acteurs. Ces attitudes extrêmement critiques se concentrent toutefois sur l'avant-scène, le théâtre quotidien des affaires publiques et de leurs vicissitudes : « C'est d'abord dans l'impossibilité de dissocier *le* et *la* politique, rappelle Pierre Rosanvallon (2003: 42), que prend sa source une certaine déception devant le régime moderne. » Il s'agirait donc d'une confusion de la façade (*la* politique) avec le fond (*le* politique). Nous retenons le genre féminin pour désigner cette entité dans sa double dimension d'activité organisatrice des rapports en société et d'actions greffées à la compétition en vue d'occuper des positions permettant une meilleure prise sur la détermination des orientations de cette activité. Autrement dit, dans notre esprit, l'une inclut l'autre. Nous visons également à transcender la discrimination courante entre une partie noble de l'activité politique et une autre, parfois moins glorieuse et jugée moins édifiante. Pour nous, la politique est une activité noble dans son ensemble, quoique menée concrètement par des êtres humains dont la perfectibilité demeure toujours à faire progresser. Voilà pourquoi l'objectif de ce chapitre est de cerner la nature profonde de la politique, laquelle est fondamentalement caractérisée par la complexité et le changement.

Reprenons et affinons la discussion lancée en introduction concernant le désintérêt présumé pour la politique, pour relativiser les images fréquemment entretenues depuis quelques années à ce propos. Tout d'abord, en contrepartie à la thèse du dépérissement ou du recul de la politique dans nos sociétés, nous invitons à noter la place accrue

qu'elle y occupe, notamment par l'élargissement de la sphère publique. Ainsi, loin de s'effacer, l'État intervient dans des domaines longtemps cantonnés dans la sphère privée, de l'environnement à l'avortement en passant par les mariages de conjoints de même sexe et la maltraitance des enfants. Les objets d'intervention publique se multipliant, on peut ainsi observer un déplacement de la frontière entre le privé et le public... souvent au profit du public. À cette évolution, il faut en ajouter une autre, non moins déterminante du regard que l'on porte sur la politique, soit la remise en cause « du secret en politique ». (Monier, 2011 : 132) La valorisation de la transparence a concrètement exercé une fonction de contreponds à l'expansion de la sphère publique.

C'est sur cet arrière-plan que nous présentons notre conception de la politique. Cette opération est menée en cinq étapes qui nous amènent à, successivement, délimiter les frontières du champ politique, montrer la nécessité de cette activité compte tenu de la présence des divers intérêts en société et des conflits qui s'y greffent, discuter quelques définitions « classiques » jugées insuffisantes, présenter des constructions plus satisfaisantes et, finalement, proposer notre propre définition-synthèse.

## DÉSINTÉRÊT POUR LA POLITIQUE ET DÉPOLITISATION DE LA SOCIÉTÉ ?

La question de la nature de la politique pose un défi à la science politique et aux politologues. Après tout, la politique est l'objet même de cette science ! Par ailleurs, les politologues n'ont aucun droit d'exclusivité sur sa discussion, appropriée de façon croissante par les citoyens, si profanes soient-ils à l'égard de ses fondements. Un écart peut alors se faire jour entre les représentations respectives des citoyens et des politologues. La question surgit donc avec une singulière acuité de la correspondance des conceptions et analyses de ceux-ci avec la pratique elle-même. Bernard Crick (2000 : 284) fournit une réponse qui entache la fiabilité de plusieurs travaux d'analyse.

Il y a quelque chose de paradoxal au sujet de la politique en tant que discipline, laquelle ne rejoint que rarement la politique en tant qu'activité. Chercheurs et penseurs au sein de « think tanks » s'imaginent être des médiateurs entre la connaissance spécialisée et le public, mais si leur moral reposait sur le fait de savoir que leurs messages sont